

Espagne

Le 15 mai et la révolution espagnole

Armando Fernandez Steinko

Professeur de sociologie à l'université Complutense à Madrid. Il a mené des recherches sur le travail et la protection sociale et travaille actuellement sur les liens entre économie criminelle et formelle. Il est membre d'Izquierda unida

La crise de 2007/2008 marque en Espagne la fin d'un long cycle politique. Depuis les années 1980, une grande coalition des centres avait tenté de créer un État-providence moderne sur les ruines de la société industrielle en le finançant par la spéculation et l'endettement. Ce projet d'« État-providence du capitalisme financier » est historiquement à bout de souffle. Depuis deux ans, *Izquierda unida* essaie de mettre sur pied un « processus de refondation » qui réponde à cette situation. Ce processus s'est *de facto* arrêté, en raison de blocages internes.

En réponse à cela, en février 2011, un groupe d'intellectuels de gauche, de syndicalistes et de militants a lancé un appel signé, en quelques semaines seulement, par plusieurs milliers de citoyens. Cet appel a trouvé un large écho dans les médias. Indépendamment leurs propres positions politiques partisans, les citoyens devaient dire NON au néolibéralisme et se rassembler dans tout le pays autour des « *mesas* » (forums de discussions) pour agir contre le néolibéralisme. Les *mesas* sont des espaces pour donner force et cohérence à une opposition concrète et directe face aux banques, à la corruption et aux coupes rases dans les dépenses sociales. Peu de temps après la publication de l'appel, un petit groupe de jeunes citadins a organisé une manifestation contre la corruption dans l'économie et la politique, ainsi que contre le système de bipartisme et la grande coalition qui le soutient. Certains de leurs initiateurs avaient signé « l'appel pour les *mesas* ». D'autres avaient renoncé à se battre au sein des institutions contre le blocages et les attermoiments des partis de gauche. La plupart d'entre eux étaient apolitiques et « surdiplômés » et, malgré leur formation universitaire élevée, ne voyaient aucun avenir.

Un succès étonnant

Les mouvements en Afrique du Nord ainsi que la grande manifestation du Portugal – survenus hors de toute initiative des partis et en dehors des structures de parti - a eu un effet stimulant. La manifestation, également soutenue par ATTAC et les *mesas*, fut un immense succès non pas tant en raison du nombre de participants, mais parce qu'elle déclencha une large vague de sympathie exprimée par 80% de la population jusque dans les villages les plus reculés. La répression policière à la Puerta del Sol à Madrid a suscité un autre élan de solidarité et a contribué à l'extension du mouvement. Sur plus de cent places du pays, des campements furent organisés et soutenus activement par des citoyens dont la plupart n'étaient jusqu'alors pas politisés. Dans ces campements, des cantines, des bibliothèques mais aussi des groupes de discussions ont surgi. Différents thèmes y ont été débattus (système financier, rapports homme/femme, corruption, privatisation des *copyrights*). Pendant des semaines, ils ont été fréquentés par des personnes de tout âge qui s'engageaient pour la première fois ou qui, depuis des années, s'étaient détournées de la politique.

Il fut décidé de convoquer des assemblées décentralisées pour toucher plus de citoyens, y compris dans les quartiers populaires et de s'adresser à eux de façon politique.

La gauche établie n'était pas préparée à une telle vague de sympathie de la part de la population et a été partiellement dépassée. La manifestation du 15 mai a été le catalyseur d'une profonde indignation jusqu'alors non formulée clairement et dirigée contre les structures sociales – à l'instar de ce qui s'est passé au cours des années 1960 -. Une semaine plus tard, Les élections municipales ont exprimé cette tendance qui s'est traduite par un niveau élevé d'abstention, en partie délibérée, par une légère progression des partis de la gauche et par une sévère défaite électorale du PSOE.

Les succursales de banques (la banque de Santander, entre autres, directement responsable de la spéculation sur la dette publique espagnole) ont été occupées ; des manifestations ont eu lieu devant les hôtels de ville où des politiciens corrompus ont pris leurs fonctions après les élections ; des appartements, dont les occupants étaient menacés d'expulsion forcée en raison d'un défaut de paiement hypothécaire, ont été squattés. De telles actions ont encore lieu aujourd'hui.

Contre le néolibéralisme

Une grande manifestation contre l'euro-pacte avait été annoncée pour le 19 juin – ce qui, pour la première fois, a rapproché la « Révolution espagnole » de la sphère antinéo-libérale.

Depuis l'été, les marchés financiers ont rogné les acquis sociaux espagnols. Le Premier ministre Zapatero s'est emparé de cette situation pour consolider

rapidement le néolibéralisme - en modifiant la Constitution afin de limiter les déficits budgétaires. Cela signifie la fin du compromis social de la période de transition qui a suivi la chute du système franquiste. La modification de la Constitution et, plus encore, la procédure rapide qui a permis de la mettre en place ont déclenché l'indignation générale, en particulier au sein des syndicats. Cela les a amenés à rejoindre le Mouvement du 15 mai pour protester contre cette disposition. Les organisateurs du mouvement de protestation, qui ont eux aussi rejeté radicalement cette mesure, ont été surpris d'être rejoints par les syndicats qui, quelques mois auparavant seulement, avaient signé avec le gouvernement un pacte ruineux – sous prétexte de protéger les pensions de vieillesse contre les marchés financiers.

Maintenant se pose la question de « l'après ». Comment ce mouvement de masse peut-il se stabiliser ? Comment construire un réseau durable de citoyens regroupés selon le principe de solidarité, un réseau qui crée dans le pays un état de révolte permanente de basse intensité contre les effets dévastateurs du néolibéralisme et qui soit capable de rester hégémonique dans les rues et sur les places de tout le pays ? Comment peut-il être relié de manière stratégique au mouvement syndical et aux partis de gauche ? Comment, enfin, en finir avec la méfiance réciproque afin d'unir les « trois jambes » de l'opposition contre le néolibéralisme ?

Les *mesas* ont développé une maturité qui a permis leurs succès depuis des mois. D'abord, elles ont réussi à établir des listes communes pour les prochaines élections en Aragon ; ces listes sont constituées d'un Parti de gauche régionale et d'*Izquierda Unida* – cela pourrait servir d'exemple à d'autres régions. De fait, les *mesas* sont devenues des médiateurs entre les syndicats, le mouvement du 15 mai et les partis de gauche. Cependant, la création d'*Equo*, initiative financée par les Verts au Parlement européen, qui veulent créer un puissant parti vert en Espagne selon le modèle allemand, produit l'effet inverse. Cette dynamique va à l'encontre de la volonté générale de construction d'alliances à gauche. Ce ne sera pas si facile que cela pour *Equo* de s'adresser aux électeurs potentiels du milieu urbain instruit. À l'autre extrémité du spectre gauche, *Izquierda Anticapitalista*, un parti d'extrême gauche fondé sur le modèle du NPA français, en est venu à considérer son projet d'origine comme un échec et a entamé un processus de débat stratégique dont le résultat est incertain.

Questions encore en suspens

Une autre question cruciale reste ouverte : qu'en est-il des relations avec le pouvoir institutionnel, les partis de gauche organisés, les élections ?

Il apparaît aujourd'hui clairement à la plupart des acteurs que les revendications du mouvement du 15 mai doivent trouver un relais institutionnel. Cependant il est impossible que ce mouvement suive *Izquierda unida* tel

qu'elle est aujourd'hui et encore moins d'autres partis – les partis nationalistes de gauche et même l'ultragauche ayant joué dans ce processus un rôle plus que marginal.

L'actuelle direction d'*Izquierda unida* n'a toujours pas franchi d'étapes notables pour sa « refondation » adoptée par sa majorité, comprenant une profonde démocratisation interne, la suppression des constellations de pouvoirs locaux et fermés, qui éloignent de nombreux militants du Mouvement de la coalition, et une approche stratégique en direction des mouvements sociaux, etc. Pendant de longs mois, l'inventaire de la situation politique et économique fait par la coalition a été tout sauf réaliste, ce qui l'a mise à la traîne du Mouvement, même si beaucoup de ses membres s'y étaient, dès le début, activement impliqués sur le plan personnel, et même parfois comme leaders. Un processus d'apprentissage s'est engagé. Mais le temps presse, puisque de nouvelles élections sont prévues pour le 20 novembre. Bien qu'il existe des tentatives pour établir de larges alliances de gauche pour les élections (*Frentes Amplios*) avec d'autres forces de gauche et d'éventuels groupes dissidents du PSOE, le fait est que seul un espace large, relativement ouvert sur le modèle du Front de Gauche français pourrait vraiment rassembler les socialistes de gauche et d'autres formations et tendances.

Des mesas porteuses d'espoir

Les *mesas* au sein desquelles presque tout l'éventail de la gauche est représenté servent de médiateurs entre les partis de gauche, le mouvement syndical et les nouveaux mouvements sociaux. Ils tentent de défaire la méfiance si profondément enracinée. Il reste peu de temps pour accomplir cette tâche difficile. Même si le mouvement du 15 mai est un mouvement politique conscient et même s'il dirige ses critiques contre le bipartisme plutôt que contre les partis en général, le scepticisme à l'égard des formes politiques organisées est immense et il est impossible de le faire disparaître d'un jour à l'autre. La rapidité avec laquelle se succèdent les événements n'est pas un contexte idéal pour ceux qui continuent à être pour des changements graduels, des formes ritualisées de politique et des formes d'organisation bien rodées - attitudes et conceptions qui trouvent encore le soutien de majorités au sein des organisations de gauche.